

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 23/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ISB FRANCE**

Rue Augustin Fresnel  
35400 Saint-Malo

Références : 2025-054  
Code AIOT : 0005301026

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement ISB FRANCE implanté Route de Saint Pierre sur Dives BP 18 14370 Moulton-Chicheboville. L'inspection a été annoncée le 28/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle. L'inspection s'est essentiellement axée sur le contrôle de dispositions de sécurité en lien avec la défense incendie.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ISB FRANCE
- Route de Saint Pierre sur Dives BP 18 14370 Moulton-Chicheboville

- Code AIOT : 0005301026
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ISB FRANCE exploite une installation de stockage et de traitement du bois sur la commune de Moulton-Chicheboville. L'établissement de Moulton dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 9 juillet 2019. Il relève de la directive IED en raison de sa capacité journalière de traitement de bois (emploi de produits de préservation du bois - rubrique 3700 de la nomenclature des Installations classées pour la protection de l'environnement). L'établissement est classé Seveso seuil bas au regard de la quantité totale de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 susceptible d'être présente (rubrique 4510).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.4.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.8.2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.8.4	Demande d'action corrective	3 mois
5	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.8.6.2	Demande d'action corrective	3 mois
6	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 10.1.1	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accident	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 2.5.1	Sans objet
7	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 10.1.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit veiller à respecter la fréquence annuelle de contrôle des extincteurs et faire procéder aux interventions résultant des contrôles dans les meilleurs délais possibles.

Il doit également clarifier sa situation au regard de l'exigence prescrite en matière de ressource en

eau pour la défense incendie. En particulier, il n'est pas avéré qu'il dispose du 1/3 sous-pression, soit 100 m3/h, requis pour permettre une intervention efficace des services d'incendie et de secours. Enfin, il doit procéder aux contrôles annuels de ses rejets atmosphériques. Les bons résultats de contrôles précédents ne sauraient justifier de ne pas respecter la fréquence annuelle prescrite.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'accident, incident et rapport
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre de cette inspection, il a été contrôlé l'action corrective relative à la mise en œuvre d'une procédure trimestrielle de vérification par la maintenance des raccords concernés par l'incident survenu le 30 mai 2023, à savoir une fuite accidentelle de produit de traitement du bois Tanagard 3755 découverte à la prise de poste. Lors de la précédente inspection, il n'avait pas été possible de déterminer si le contrôle trimestriel avait été initié.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a noté que le positionnement de l'orifice d'alimentation était correct vis-à-vis de la rétention. Il a toutefois été rappelé de bien veiller à ce que son orientation soit telle qu'en cas de rupture du raccord, l'écoulement se fasse dans la rétention sous-jacente.</p> <p>L'inspection a consulté le support des contrôles de ces installations et a noté qu'il était renseigné. Le contrôle trimestriel est instauré.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux</p>

normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

**Constats :**

L'exploitant a présenté deux compte-rendus de vérification périodique des installations électriques couvrant l'ensemble du site (Q18) datés de juillet 2024. L'un des compte-rendus conclut à l'absence de risque (référence 142838702401R 001), l'autre rapport mentionne des risques d'incendie et d'explosion ( 142838702401R 002). Pour ce dernier, 11 défauts sont relevés. L'exploitant a présenté l'état d'avancement du traitement de ces défauts. Il restait des défauts à traiter et certains étaient contestés par l'exploitant dans la mesure où, s'agissant pour certains de défaut structurel, ils n'ont pas été relevés lors du précédent contrôle.

La consultation des Q18 fait apparaître que la désignation des locaux à risque d'incendie et le document relatif à la protection contre les explosions n'ont pas été communiqués au contrôleur par l'exploitant.

Le rapport comporte des informations a priori contradictoires avec le Q18 puisque le rapport mentionne que les notices d'instruction des matériels installés dans les locaux ou emplacements à risques d'explosion ont été présentées lors de la vérification.

De plus, le rapport de vérification mentionne un nombre important de limites de la vérification posant question quant à la complétude de la vérification des installations électriques réalisée et in fine, à la confiance à accorder à la conclusion du contrôle. Le rapport mentionne également des parties d'installations non vérifiées sans que l'exploitant soit en mesure de préciser les suites données à toutes ces limites ou les dispositions prises pour y remédier et permettre la réalisation d'un contrôle exhaustif des installations électriques.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant sous trois mois de :

- faire un point de situation du traitement des défauts électriques constatés ;
- lever toutes les limites à la vérification des installations électriques (IE) mentionnées dans les rapports du prestataire concerné et de faire procéder à un contrôle complet des IE de manière à statuer sur leur état général ; cela porte sur les parties de la mission non réalisées, les parties d'installations non vérifiées et les éléments d'information à communiquer lors de la vérification.
- clarifier les documents effectivement présentés au contrôleur, en particulier ceux permettant de déterminer les locaux à risques d'incendie et d'explosion et les caractéristiques des matériels électriques présents y compris les zonages à risques et les exigences inhérentes au classement du zonage sous trois mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Prévention des risques technologiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.8.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

**Prescription contrôlée :**

<p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant prendra toutes les dispositions appropriées pour s'assurer que les moyens externes peuvent être efficacement mis en œuvre.</p> <p>Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :</p> <p>Type de matériel / Fréquence minimale de contrôle</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Extincteur / Annuelle</li> <li>-Robinetts d'incendie armés (RIA) / Annuelle</li> <li>-Système d'extinction automatique à eau (buses d'aspersion) / Annuelle</li> <li>-Installation de détection incendie / Annuelle</li> <li>-Installations de désenfumage / Annuelle</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a procédé à un contrôle par sondage des contrôles réalisés sur des équipements de maîtrise des risques, à savoir les contrôles des extincteurs, des RIA et des dispositifs de désenfumage.</p> <p>Le dernier contrôle annuel des extincteurs date du 30 octobre 2023. L'inspection a consulté le compte-rendu de vérification du 24 novembre 2023 faisant état de nombreuses non conformités. Interrogé sur leur gestion, l'exploitant a mentionné que les extincteurs ayant dépassé la vétusté de 10 ans ont été remplacés par des extincteurs valides venant d'un autre site comme mesure provisoire dans l'attente d'une nouvelle intervention du prestataire. Pour autant, l'exploitant n'a pas relancé de contrôle des extincteurs remplacés et il n'est pas garanti qu'ils soient tous à jour de leur contrôle annuel. L'inspection relève également que le contrôle annuel des extincteurs au titre de 2024 n'était pas réalisé à la date de l'inspection.</p> <p>Les installations de désenfumage ont été contrôlées le 11 septembre 2024 et il n'a pas été signalé de non-conformité.</p> <p>La vérification annuelle de RIA et du surpresseur ont été faites le 18 novembre 2024. Le compte-rendu n'était pas consultable lors de la visite.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de faire procéder au contrôle des extincteurs et de transmettre les mesures prises avec un échéancier justifié pour remédier à toutes les situations non conformes constatées, le tout sous un mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

**N° 4 : Prévention des risques technologiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.8.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ressources en eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum d'un potentiel hydraulique de 600m<sup>3</sup> utilisables sur 2 h, soient 300 m<sup>3</sup>/h, avec un tiers de débit délivré sous pression, soit 100 m<sup>3</sup>/h.

La défense incendie public est réalisée par deux points d'eau incendie (PEI) délivrant en simultanée 120 m<sup>3</sup>/h, le tiers sous pression est ainsi réalisé :

-à l'angle Nord-Est du site, un poteau incendie 110 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar ;

-à 100 m au Sud-Est de l'entrée du site, au niveau du carrefour giratoire entre la RD40 et la RD80, un poteau incendie de 85 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar.

Ces deux poteaux incendie sont munis de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours.

L'établissement dispose d'une réserve incendie de 360 m<sup>3</sup> située au Nord du site. Cette réserve disponible en permanence est équipée de deux bouches incendie à sortie double permettant l'alimentation de quatre véhicules de secours.

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. Il effectue une vérification périodique (a minima annuelle) de la disponibilité des débits.

En compléments des moyens demandés ci-dessus, l'établissement doit disposer également de ses propres moyens de lutte contre l'incendie dits moyens internes adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :

d'un réseau de robinets d'incendie armés (RIA) au droit du bâtiment accueillant la ligne de rabotage ;

des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets .

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

**Constats :**

L'exploitant ne dispose pas d'une vérification périodique a minima annuelle de la disponibilité des débits des PEI du réseau de défense incendie public.

L'exploitant dispose d'un réseau interne de poteaux incendie constitué de 6 poteaux. Ces poteaux avaient été contrôlés en octobre 2023 et 2 des 6 poteaux n'étaient pas conformes. L'exploitant a fait procéder au contrôle des deux poteaux défectueux en février 2024. L'un des deux poteaux n'a pas le débit normalisé minimum à 1 bar. Le réseau interne est raccordé au

réseau public.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est de nouveau demandé à l'exploitant de faire procéder à une vérification de la disponibilité des débits en simultané des 2 PEI extérieurs au site sous trois mois. Il est demandé à l'exploitant de préciser si les débits mesurés respectivement sur les poteaux P5 et P6 sont les résultats de mesures faites en simultané ou non. Dans le cas où il ne s'agirait pas des résultats de mesures de débit en simultané, l'exploitant doit rechercher des moyens de compléter sa ressource en eau d'extinction de manière à respecter le débit global requis de 300 m <sup>3</sup> /h sur deux heures.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.8.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers au plus tard 6 mois après la notification du présent arrêté.  En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I..  En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel du Plan Particulier d'Intervention par le préfet. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I et au P.P.I en application de l'article 1er du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 et de l'article R 512-29 du code de l'environnement).  Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.  Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans l'étude de dangers ; il doit de plus planifier l'arrivée de tout renfort extérieur nécessaire.  Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.  L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les



<p>moyens humains et matériels pour garantir :</p> <p>la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :</p> <p>l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,</p> <p>la formation du personnel intervenant,</p> <p>l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,</p> <p>la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),</p> <p>la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,</p> <p>la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.</p> <p>Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.), s'il existe, ou à défaut l'instance représentative du personnel, est consulté par l'industriel sur la teneur du P.O.I. ; l'avis du comité est transmis au Préfet.</p> <p>Le P.O.I. est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.</p> <p>Le P.O.I et les modifications notables successives sont transmis au préfet et au service départemental d'incendie et de secours.</p> <p>Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées par l'exploitant dans le projet de P.O.I.</p> <p>Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I.. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation.</p> <p>L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre à jour son plan d'opération interne qui date de novembre 2020.</p> <p>L'exploitant doit procéder à un exercice pour tester son POI.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour son plan d'opération interne sous trois mois, notamment pour prendre en compte l'ensemble des modifications intervenues sur le site depuis novembre 2020.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de procéder sous six mois à un exercice de mise en œuvre du POI avec le concours du SDIS si possible pour tester son caractère opérationnel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Surveillance des émissions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 10.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures portent sur les rejets de sortie du cyclofiltre Atelier ligne de rabotage et du cyclofiltre de dépoussiérage Atelier presse à copeaux. La fréquence de mesure est annuelle. Par ailleurs, l'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder, en période sèche, à une mesure de retombées de poussières dans le voisinage selon les dispositions de la méthode normalisée en vigueur au moment de la demande.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé les mesures annuelles de ses rejets atmosphériques. L'exploitant envisage de solliciter une modification de la fréquence des contrôles des rejets compte tenu des résultats en concentration de poussières aux différents rejets très faibles au regard de la valeur limite de rejet fixée à 20 mg/Nm<sup>3</sup>.</p> <p>L'inspection précise que l'exploitant doit constituer un dossier technique démontrant la maîtrise des résultats des contrôles des rejets dans le temps et la fiabilité des performances des équipements de traitement des rejets avec tous les éléments d'appréciation. Sur cette base, une demande de modification de la fréquence des contrôles pourra être examinée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser une mesure de tous les rejets atmosphériques du site sous 6 mois et de renouveler ces mesures tous les ans jusqu'à une éventuelle modification de la fréquence de contrôle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 7 : Surveillance des émissions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 10.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets des eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les paramètres à analyser sur le point de rejet n° 1 sont les suivants :Température, pH, MES, DCO, DBO5, Hydrocarbures Totaux, Cyproconazole à une fréquence semestrielle selon méthode normalisée en vigueur. Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.</p>
<b>Constats :</b>

L'exploitant a présenté les résultats du contrôle du point de rejet n°1 réalisé le 1<sup>er</sup> octobre 2024. Les résultats sont conformes aux valeurs limites de rejet au milieu naturel relatives au MES, DCO, DBO5, Hydrocarbures Totaux, Cyproconazole.

L'exploitant a missionné le même prestataire pour la réalisation de la surveillance semestrielle des eaux souterraines. Les résultats des mesures pratiquées sur les 5 piézomètres et le puits du réseau de surveillance ne font pas apparaître une évolution significative des teneurs en polluants surveillés avec une tendance à la stabilisation des concentrations dans les eaux souterraines.

**Type de suites proposées :** Sans suite